

Unité Départementale Hérault
Subdivision H2

Montpellier, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Communauté de Communes Nord Bassin Thau

Route de Mèze
CD 5E BP 5
34560 VILLEVEYRAC

Références : UD34/H2/2022/175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau implanté Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 VILLEVEYRAC. L'inspection a été annoncée le 08/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de Communes Nord Bassin Thau
- Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 VILLEVEYRAC
- Code AIOT dans GUN : 0018300518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) exploitée par la CABT sur la commune de Villeveyrac est régulièrement autorisée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le casier actuellement autorisé et exploité est situé au sud des casiers existants.

La durée d'exploitation de ce nouveau casier est de 27 ans à compter de la date d'accueil des premiers déchets dans le casier, pour une capacité totale maximale de 535 000 tonnes et un tonnage maximal de 16 000 t/an jusqu'en 2025 puis de 14 000t/an jusqu'à la fin de la période d'exploitation.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Incident / Accident - Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	/	Mise en demeure

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité au dossier de demande	Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 1.3	/	Mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport d'incident / accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
Mesures d'urgence	Code de l'environnement du 13/06/2009, article L512-20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie a démarré dans la nuit du 8 juin 2022 sur le casier Sud en cours d'exploitation.

Cet incident a endommagé la barrière active côté Sud/Sud Est du casier.

L'exploitation a été restreinte à une zone du casier non impactée, le temps que les dommages de l'incendie soient réparés et que toutes les dispositions soient prises pour éviter que ce type d'incident ne se reproduise.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident / accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident / accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a déclaré à la DREAL par courriel du 8 juin 2022 après midi, un incendie sur le casier Sud en exploitation de l'ISDND de Villeveyrac : un automobiliste a averti le 08/06/22 vers 2h30 les pompiers d'un départ d'incendie sur le site de l'ISDND visible depuis la route. Les pompiers ont à leur tour prévenu l'exploitant vers 2h45 et sont intervenus sur le site. Le feu aurait été maîtrisé vers 4h20. L'origine supposée de l'incendie n'est pas clairement déterminée : une fusée de détresse ou une pile ou une batterie lithium. Il est demandé à l'exploitant de fournir, sous 15 jours, en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport écrit complet décrivant a minima en les justifiant : <ul style="list-style-type: none">• la chronologie des événements : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, dégâts, quantité de déchets brûlés, volume des eaux d'extinction utilisées, etc.,• les hypothèses sur les origines et causes de l'incident finalement retenues• les mesures mises en œuvre pour gérer l'incident,• les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs air.),• les mesures organisationnelles et techniques envisagées pour prévenir le renouvellement d'un incident similaire.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/06/2009, article L512-20
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté visuellement en surface sur le flanc Sud/Sud Est du casier Sud une détérioration de la barrière active suite à l'incendie ne permettant pas d'assurer son rôle de protection (environ 140 m de longueur linéaire sur 1 à 4 m de large de géomembrane/ géotextile endommagés). Ainsi, une partie du réseau de drainage des eaux souterraines en flanc de casier n'est plus protégée par la barrière passive détériorée. Ces eaux de drainage sont collectées et rejetées dans le bassin des eaux pluviales du site.</p> <p>La hauteur de déchets mise en place dans le casier Sud depuis le début de l'exploitation est de l'ordre de 4 m selon l'exploitant.</p> <p>Le puits de collecte des lixiviats (point bas) est situé au Nord du casier Sud.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection que la zone en exploitation où a eu lieu l'incendie n'est pas couverte par une détection incendie.</p> <p>La quantité d'effluents dans le bassin de lixiviats du casier Sud rempli au 3/4, n'aurait pas augmenté après l'incendie selon l'exploitant.</p> <p>Suite à l'incendie survenu sur le site le 8 juin 2002, l'inspection des installations classées propose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- une suspension de l'exploitation de la zone Sud/Sud Est du casier sud jusqu'à la transmission du rapport d'incident, du suivi piézométrique, d'un rapport de fin de travaux concernant les opérations de remise en état de la géomembrane détériorée, du réseau de collecte de biogaz si nécessaire et la mise en service d'un dispositif de détection incendie opérationnelle type caméra thermique ;- de protéger de toutes infiltrations de lixiviats, le réseau de collecte des eaux souterraines en flanc du casier Sud où la géomembrane a été endommagée- le rappel de l'obligation d'établissement et de transmission sous 15 jours d'un rapport d'accident. (C.f en supra)- le contrôle des eaux souterraines ;- la surveillance du niveau de liquide dans le bassin de lixiviats et leur vidange, le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure
Prescription contrôlée : III. [...] L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation et organise des formations de sensibilisation au risque incendie pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie et ne sait pas si cette procédure a été établie. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure afin que l'exploitant rédige cette consigne sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier de demande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier de demande
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation indique en page 124, la présence de caméra de surveillance la nuit comme dispositif de prévention contre l'évènement redouté central : incendie du massif de déchet. L'exploitant déclare à l'inspection que la zone où a eu lieu l'incendie n'est pas pourvu d'une caméra de surveillance capable de détecter un départ d'incendie. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure afin que l'exploitant mette en place une caméra de surveillance sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites